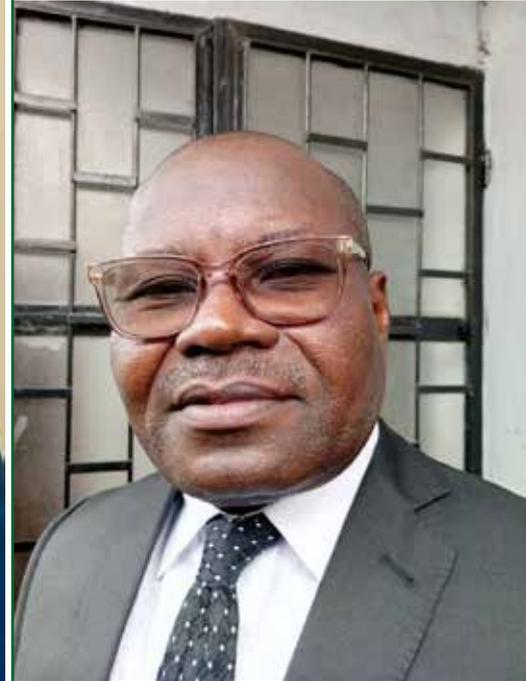


CAMEROUN :
LE GOUVERNEMENT EST DEvenu UN DISTRIBUTEUR
AUTOMATIQUE DE LA DISTRACTION PUBLIQUE!
PAR LOUIS-MARIE KAKDEU

PRESS AND RADIO
RELEASE
NGUIDJOL NGAN



CAMEROUN : LE LITRE DE CARBURANT PEUT COÛTER 200 FCFA
AU GRAND BONHEUR DES CONSOMMATEURS.
LOUIS-MARIE KAKDEU



Comité éditorial / Editorial Committee
Les Camarades / The Comrades

Nguidjol Ngan
Atanga Mbah Mbole
Grace Ngwafor
Njinjoh Francis
Henri Kejang
Innocent Mbunyui
Eric Gama
Alexi Kamewe
Ndifor Richard
Abdulsalamu Musa
Rivel Nguemaleu
Ndah Grimbald
Louis Marie Kakdeu
Tah Ndongoh
Jean Takoungang
Djobongue
Margerate Ndzelem
Loic Esawe
Paul Gouater
Herman Diffo

Contacts :
Tel: +237 672 77 54 93
Email : thevanguardsdf@gmail.com

Site web : www.sdf.cm

Facebook : <https://www.facebook.com/SocialDemocraticFront>

Page twitter : https://x.com/SDF_actualites?t=SqbqsUM_eM8Qqt3AnB-kkQ&s=09

Youtube : https://youtu.be/b-DIW_26Uww?si=BZgD-VO-vCFOVwfBh

CAMEROUN : LE LITRE DE CARBURANT PEUT COÛTER FCFA 200 AU GRAND BONHEUR DES CONSOMMATEURS. LOUIS-MARIE KAKDEU



Je réitère qu'en fonction de l'option économique choisie, le gouvernement camerounais peut soulager les citoyens et baisser le coût de la vie. Le carburant, entièrement importé et surtaxé, justifie en partie la cherté du coût de la vie. Le carburant est un facteur de production (énergie) qui conditionne le coût de la production, le coût du transport (des biens et des personnes) et le coût de la distribution. Si le prix de revient des produits est élevé au Cameroun et si l'on vend plus cher, c'est aussi à cause de ces coûts. Un

g o u v e r n e m e n t normal, qui est au service de ses citoyens, se serait déjà attaqué à ces coûts. Ce qui m'interpelle ce matin, c'est la belle performance du groupe Dangote entré nouvellement dans ce secteur sous nos propres yeux. Un individu arrive à faire en 6 mois ce qu'un État comme le Cameroun n'arrive pas à faire depuis 43 ans! Et ce n'est pas faute de moyens ! Dans le prix du litre du Carburant au Cameroun, le g o u v e r n e m e n t collecte une taxe pour la raffinerie, soit

environ 460 milliards par an. La moitié de cet argent suffit largement pour construire à la place de SONARA, une raffinerie flambant neuve. Mais où est la volonté politique ? On tourne en rond pour prolonger la souffrance des populations afin de pousser les citoyens à vivre de la pitance et donc, d'entrer dans des réseaux de clientélisme. Voilà un seul individu, Dangote, qui fait ce que tout un État comme le Cameroun n'arrive pas à faire. En 6 mois seulement de fonctionnement, la raffinerie Dangote a chamboulé le marché

du carburant en Afrique de l'Ouest, exportant déjà plus de 100000 barils par jour. Est-ce que le Cameroun peut en profiter alors? Non! La mafia consacre toujours le monopole au Cameroun malgré les prescriptions du Président de la République de libéraliser ce secteur. Cher Monsieur Paul Biya, libérez le Cameroun ! Si vous n'êtes plus en capacité de diriger, alors libérez le peuple! Ce ne sont pas les solutions qui manquent ! C'est l'action politique qui fait défaut. Malheureusement.

CAMEROUN : LE GOUVERNEMENT EST DEvenu UN DISTRIBUTEUR AUTOMATIQUE DE LA DISTRACTION PUBLIQUE!

PAR LOUIS-MARIE KAKDEU



On ne passe plus une seule journée au Cameroun sans suivre des histoires rocambolesques fabriquées par le gouvernement pour distraire le peuple. Je me sens aujourd'hui interpellé parce que le curseur est parti des fausses histoires de justice ou de football aux fausses réformes ou volontés de réforme économiques. L'objectif de tout cela étant de camoufler la faillite de l'Etat et la vulnérabilité du pouvoir en place.

Par exemple, ce 10 juillet 2024, le Président de la République a tenté d'embrouiller l'opinion publique en

signant un décret portant transformation de la Société Nationale d'Investissement (SNI) en société à capital public. Une vraie blague de mauvais goût !

Un décret présidentiel en déphasage avec le débat d'orientation budgétaire au Parlement

« Ça sort encore d'où ce truc ? », a-t-on envie de se demander. Où est la cohérence ? Alors que le Parlement va à gauche, le gouvernement va à droite et cela accouche toujours d'un monstre qui prolonge la traversée

du désert du peuple. L'on retiendra que pendant cette session parlementaire de juin-juillet 2024 pourtant consacrée au débat d'orientation budgétaire, le Président de la République aura doublement insulté le Parlement. D'abord, il lui a imposé par ordonnance un « collectif budgétaire » à la camerounaise où le rôle du parlement se limitait à en prendre acte. J'explique terre à terre : vous êtes réunis pour parler de budget. On change ce budget-là plutôt par ordonnance (qui a immédiatement force de loi avec ou sans votre avis) et on vous envoie uniquement pour faire endosser. En Camerounais, on dit que le Président de la République a « séché » sa Majorité obèse, lui envoyant le message qu'elle ne sert à rien. Par exemple, aucun député n'est d'accord pour l'augmentation à 10000 FCFA du timbre sur la CNI mais, aucun n'a pu broncher. Le SDF a demandé une session spéciale sur la CNI et

la Présidence de la République a pesé de tout son poids pour qu'elle ne se tienne pas. Par conséquent, la Représentation nationale n'a pas pu demander au gouvernement de fournir des informations claires (obligation de transparence) sur la convention mafieuse et illégale (en violation du code des marchés publics) qui a été signée le 13 mai 2024 entre la DGSN et le prestataire. Alors que tout le monde est d'accord que l'on peut utiliser le cadre que nous offrent déjà les CTDs pour créer et opérer les postes d'identification, le gouvernement camerounais veut non seulement augmenter la pression fiscale sur les pauvres citoyens (contribuables) en vue de construire de nouvelles infrastructures, mais aussi et surtout, mettre en concession ces nouveaux centres de production au prestataire qui n'aura finalement rien investi et qui ne sera venu au Cameroun que pour manger sur le dos des citoyens. Aucun député de la Majorité obèse n'a pu lever le moindre

doigt et le Parlement a validé une mafia de 320 milliards dans un pays déjà surendetté et sous perfusion du FMI. Même si le SDF n'a pas encore pu bloquer cette mafia, il continuera de travailler méthodiquement pour y parvenir à l'image de ce qu'il avait déjà fait pour bloquer la mafia des péages automatiques où il était à l'incompréhensible que le gouvernement endette le pays à hauteur de 14 milliards pour construire 14 hangars automatiques et mettre en concession pendant 20 ans aux mafieux qui n'avaient rien investi comme le recommande la logique du BOT (Build Operate and Transfer). Ce 10 juillet donc, le Président de la République a encore copieusement insulté les députés qui exercent pourtant avec lui la souveraineté du peuple en passant par décret des réformes économiques qui sont en décalage avec le Document de programmation économique et budgétaire du Cameroun. Comment

pouvez-vous faire voter une chose à l'Assemblée nationale lundi et signer un décret pour tout autre chose mardi si ce n'est une navigation à vue ou une stratégie de distraction massive ?

En effet, le Cameroun est sorti de la logique d'ajustement structurel autour des années 2006 pour prendre résolument le chemin des Programmes économiques c'est-à-dire pour prendre une logique de structuration des projets autour des besoins exprimés par les populations bénéficiaires. En gros, le Cameroun avait choisi de ne plus être esclave des institutions financières en travaillant pour obtenir de bons chiffres (taux de croissance, PIB, devises, etc.). Cette approche top-down n'avait pas garanti le bien-être des populations locales. Par exemple, on vous dit que le taux de croissance est de 4% alors que le pouvoir d'achat des citoyens a baissé de 17%. On célèbre quoi et on travaille pour quoi : Le taux de croissance ou le pouvoir d'achat ? Le Cameroun avait semblé choisir la

logique des programmes c'est-à-dire que le pays identifie les besoins de ses populations et y fait face (approche bottom-up). C'est en tout cas dans cette logique que le budget national est supposé être structuré à l'Assemblée nationale. Mais, voilà que le décret présidentiel nous ramène dans les années 1990 avec la logique d'ajustement structurel dictée une fois de plus par le FMI.

Débat sur l'orientation économique

Le FMI considère que la logique de Projets/programmes est un mécanisme de subvention à rejeter dans son option ultralibérale. De quoi s'agit-il ? Par exemple, dans l'actualité, le gouvernement (Ministère en charge de l'agriculture) vient de promettre FCFA 1 milliard à l'IRAD pour promouvoir la culture locale du riz conformément au budget-programme en cours et reconduit jusqu'en 2027. Comme cette initiative, il existe plus de 150 projets/programmes

au Cameroun entièrement financés par le budget national et par les emprunts. Il ne faut pas embrouiller les gens : il n'est prévu aucune place à la SNI dans cette logique de production locale. Il s'agit par exemple de la mise en œuvre du Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH), avec un accent particulier sur la production du riz et de poissons. Où est le besoin ? Le Cameroun importe plus de 1,2 million de tonnes de riz par an, ce qui consacre une fuite de devises importante de près de 200 milliards et la création de richesse plutôt dans les pays fournisseurs. Je ne veux même pas évoquer la situation du poisson qui est plus catastrophique. Or, la logique de l'import-substitution que chante le gouvernement lorsque les ministres sont déjà rassasiés recommande que l'on produise sur place pour créer localement la richesse. Cela passe par la subvention bien sûr, ce qui est une mesure de justice dans la mesure où les produits importés subventionnés (à la

production, au transport jusqu'au Cameroun et à la douane en faveur quelque fois des accords économiques à sens unique) entrent en concurrence déloyale sur le marché camerounais avec les produits camerounais non subventionnés en totale violation de la loi de 1998 sur la concurrence au Cameroun. Le FMI n'est donc pas juste et honnête lorsqu'il impose au Cameroun de réduire la subvention sur ses produits locaux. La transformation de la SNI en « société à capital public » signifie une seule chose : la fin des subventions et la prise de l'option profit. L'on supprime dans la foulée toutes les structures qui étaient en charge de la réhabilitation et de la mise à niveau des entreprises. Si l'on prend une année de référence comme 2018, l'on se rend compte que sur les 28 entreprises publiques figurant en annexe de la loi des finances, 14 étaient en faillite depuis 2014. La transformation de la SNI en société à capital public montre la volonté du gouvernement de ne plus mettre de

l'argent dans la réanimation des entreprises publiques en faillite pour des raisons de souverainetés ou d'utilité publique. Elles n'auront donc qu'à mourir comme les 188 autres que le Président Ahidjo avait laissé ! La conséquence immédiate pourra être la mort de ces entreprises en faillite comme la Camer-co, la SEMRY (après la SODERIM ou la SODEBLE), la CAMTEL, etc. En effet, l'investissement public prend une option commerciale et/ou libérale telle que recommandée par le FMI et s'ouvre à la logique du marché sans aucune importance accordée aux considérations de souveraineté que l'on retrouve encore dans les « entreprises à capitaux publics ». Par exemple, il ne sera plus question de parler valablement de souveraineté alimentaire au Cameroun dont le but est de contrôler la qualité et la quantité des aliments consommés par les populations. On parlera mieux d'agribusiness dont le but est de faire des chiffres et de gagner de l'argent. Bien plus, la logique des programmes est

structurée par secteurs prioritaires. Il y a le secteur des infrastructures, le secteur agricole, le secteur des industries, les secteurs sociaux et le secteur de la gouvernance. Dans le secteur des infrastructures par exemple, le gouvernement doit investir sans rentabilité directe dans les facteurs de production ou encore dans ce que l'on appelle « biens publics ». La logique ultralibérale du FMI ne validera pas ces dépenses dites sociales ou de souveraineté qui participent pourtant à améliorer le confort et les conditions de vie des travailleurs. Pire, le gouvernement ne peut pas d'une part faire voter à l'Assemblée nationale qu'il faut poursuivre la logique de la décentralisation et se retourner ensuite pour promouvoir la centralisation de l'investissement public dans tenir compte du rôle que vont jouer les CTDs. S'il vous plaît, pouvez-vous réveiller Paul Biya et lui rappeler que c'est lui le Président depuis 42 ans et que c'est lui qui raconte toutes ces choses-là dans

ses discours pompeux ? Encore que tout ça, c'est sur du papier. Parce que dans les faits, la réforme de Monsieur le Président de la République sera une grosse blague aux yeux de ses propres Créatures. On dit maintenant que c'est la SNI qui sera habilitée à donner le visa pour le financement de l'Etat ? Les Créatures auront envie de dire « Mof » à ceux qui veulent prétendre ça. Le Président de la République qui n'a jamais évalué son gouvernement et qui n'a jamais tapé du poing sur la table à partir de son Bunker situé à Etoudi pense-t-il qu'un coordonnateur de projet/programme qui est financièrement plus puissant que son Ministre de tutelle aura recours à la SNI pour prendre un supposé visa avant de procéder à son investissement ? Le Président n'a jamais rien fait à plusieurs centaines de coordonnateurs des Projets/programmes qui existent et qui dilapident depuis plusieurs années leurs budgets évalués à travers le temps à plusieurs milliers de milliards de francs CFA.

Le Président leur a déjà fait quoi ? Et c'est maintenant qu'il le fera alors que les gars disent agir selon sa volonté et sous « Très hautes Instructions » ? Les gars vont dire à la camerounaise que le « Président est fou dans sa tête ». C'est comme s'il demandait à la Fécafoot d'aller prendre son visa au Minsep. De deux choses l'une : soit il ne connaît pas ou ne maîtrise plus lui-même le système qu'il a créé pour s'éterniser au pouvoir, soit il veut distraire le peuple. Dans le système actuel de mauvais gouvernement systémique et chronique, la SNI transformée n'aura qu'à aller se faire foutre. Si l'on y met de l'argent (fonds d'investissement, capital à risque, etc.), ce sera pour que ce soit dilapidé par les autocrates. Aucune Créature de Paul Biya n'ira là-bas pour travailler au lieu de se servir ou de prendre sa part du lion comme c'est devenu le sport national au Cameroun. La Présidence de la République est devenue un guichet automatique de distribution des privilèges clientélistes et des distractions publiques dans la

mesure où vous ne pouvez pas vouloir réformer le niveau opérationnel sans préalablement réformer le niveau stratégique. Si Paul Biya est sérieux, alors il refonde d'abord l'Etat et il met les citoyens au cœur des politiques publiques. Cette entreprise de changement systémique doit précéder toute opération économique. Paul Biya n'a qu'à fixer clairement le cap. Il n'a qu'à faire fonctionner les institutions de l'Etat. Il doit cesser d'avoir un si grand mépris pour le Parlement. Il doit faire fonctionner la justice. Il doit convoquer à l'immédiat le Conseil supérieur de la Magistrature qui ne s'est pas réuni depuis 5 ans malgré les appels répétés du SDF. Nos députés ont même proposé que l'on prenne leurs salaires pour organiser la justice si c'est un problème d'argent. Car, un pays sans justice est un pays de non-droit où il ne peut se développer aucun investissement. La justice camerounaise n'est pas régulée. Personne ne sanctionne personne. Le laisser-aller et le laisser-faire règnent en maîtres. Qu'est-ce

que la SNI sinon une société pillée, en faillite et en déroute depuis plus de 30 ans ? Le Président a-t-il sanctionné qui à la SNI pour se mettre à réformer ? On transforme une structure sans auditer/évaluer ? C'est une blague ? La SNI est aujourd'hui une société qui sert de garage à certains caciques de l'autocratie qui profitent du reste de la manne rentière constituée sous Ahidjo. L'autocratie de Paul Biya lui-même a apporté quoi au Cameroun si ce n'est de piller ce que Ahidjo avait laissé ? Donner plus de pouvoirs à la SNI dans ces conditions est non seulement une folie mais, un vrai crime économique ! Pardon, cher Président de la République du Cameroun : Cessez de fatiguer les Camerounais ! Cessez de perdre le temps aux gens ! Soit vous posez les actions qu'il faut, soit vous dégagez rapidement pour le bien de ce pays. Cher Monsieur le Président, vous êtes fort pour bêtifier l'opposition mais, vous êtes nul en matière de développement. « Gouverner ! », c'est tout ce que l'on vous

demande. Et si vous êtes fatigué, prenez votre retraite méritée ! Vous travaillez quand même depuis 1961, soit depuis 63 ans ! Tous les pays du monde entier avancent vers le progrès, sauf le Cameroun. Tout le monde ne va pas fuir au Canada alors que notre pays est une Afrique en miniature, un pays béni de Dieu. Il nous faut juste un dirigeant éclairé jouissant encore de toutes ses capacités physiques et intellectuelles. Nous-autres au SDF, nous avons un nouveau leadership plus jeune, transformé et plus déterminé à présenter une alternative crédible de développement. Nous nous proposons juste de mettre en cohérence les idées progressistes qui se développent à travers le pays. Une plateforme du Mouvement des Forces Progressistes s'est constituée à cet effet et se réunit mensuellement. Elle propose juste de créer un pays normal. C'est ce qu'attendent les Camerounais. Et j'y apporte ma contribution. Dieu bénisse le Cameroun !

PRESS AND RADIO RELEASE NGUIDJOL NGAN



With indignation and dismay, we, the members of the Social Democratic Front (SDF), along with the Cameroonian people, have learned of Prefectoral Order No. 00001436/AP/JO6/SP

dated 16 July 2024, which prohibits temporary stays in the Department of Mfoundi. This order, signed and published by Mr. Emmanuel Mariel DJIKDENT, Principal Civil Administrator

and Prefect of the Department of Mfoundi, blatantly violates national and international legal standards. It seriously undermines the rule of law that the Biya regime claims to uphold, and nullifies all efforts and sacrifices made to date in promoting democracy, human rights, and freedoms as enshrined in the Universal Declaration of Human Rights and the Constitution of our country.

The SDF denounces and strongly condemns this act, along with several others that exemplify the abuse of power and authority by certain administrators determined to plunge our country into chaos.

In response to this situation, the Social Democratic Front informs the national and international public that, on the recommendation of the Very High Hierarchy of the Party, all legal means are being employed by the College of National Legal Advisers to obtain, as soon as possible, a reversal of Mr. DJIKDENT Emmanuel Mariel's Prefectoral Order. The Party also reserves the right to file for a court order to suspend the enforcement of this administrative act without delay.

Yaoundé, 19/07/2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ET RADIO NGUIDJOL NGAN

C'est avec indignation et consternation que nous, Membres du FRONT SOCIAL DÉMOCRATE (FSD) comme l'ensemble du Peuple Camerounais, avons pris connaissance de L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 00001436/AP/JO6/SP DU 16 JUILLET 2024

**P O R T A N T
INTERDICTION DE
S É J O U R
TEMPORAIRE DANS
LE DÉPARTEMENT
DU MFOUNDI.**
Le texte ainsi signé et publié par Monsieur Emmanuel Mariel DJIKDENT, Administrateur Civil Principal, Préfet du Département du Mfoundi, pris en

totale violation de tous les instruments juridiques nationaux et internationaux, porte une atteinte grave à l'Etat de Droit dont se vante le Régime de Monsieur Biya, de même qu'il a annihilé complètement tous les efforts et sacrifices jusqu'ici consentis par tous en

matière de Démocratie, de promotion des Droits Humains et des Libertés, tels que consacrés par la Déclaration Universelle des Droits de L'Homme et même par la Constitution de Notre Pays.

RÉSOLUTIONS DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF REGIONAL

REPUBLIC OF CAMEROON
SOCIAL DEMOCRATIC FRONT
DEVELOPMENT JUSTICE EQUITY
(POLITICAL PARTY)



REPUBLIQUE DU CAMEROON
FRONT SOCIAL-DEMOCRATIQUE
DEVELOPPEMENT JUSTICE-EQUITE
(PARTI POLITIQUE)

LITTORAL REGIONAL EXECUTIVE
COMMITTEE
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

COMITE EXECUTIF REGIONAL DU
LITTORAL
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

REF: 072/COMEX/LTR/2024

RÉSOLUTIONS DE LA REUNION DU COMITE EXECUTIF REGIONAL

Le Comité Exécutif Régional Littoral s'est réuni à MBANGA le Dimanche 21 JUILLET 2024 pour débattre des différentes questions concernant le parti dans la région. Lors de cette réunion qui était présidée par son Président Job Théophile KNAFANG, les résolutions suivantes ont été adoptées.

A- Concernant la vie du parti dans le Littoral

- Vu les statuts et règlement intérieur du parti
- Vu les rapports des différents Coordinateurs Départementaux
- Vu les rapports des différentes réunions du Bureau Régional

Le Comité Exécutif Régional

- Félicite le président de la C.E de Mbanga pour le travail de l'accueil réservé à tous les membres du comité exécutif régional du Littoral
- Félicite le bureau régional pour la qualité de travail abattu entre temps, qui a permis aux membres du C.E.R. de contribuer pour l'organisation efficace de cette réunion.
- Adopte que ces contributions doivent être pérennisées à chaque comité exécutif pour soutenir la structure qui accueille. Si y a des élus dans une zone, leurs participations viendront renforcer l'état des festivités.
- Décide que tous les membres du C.E.R. qui n'ont pas votés restent recevables au parti, car c'est une dette statutaire qui devrait être considérée comme telle. Comme le budget de 2024 n'a pas été voté, un séance budgétaire sera convoquée en Décembre 2024 pour préparer le budget de l'année 2025.
- Réaffirme que tous les membres du Bureau Régional qui n'assistent ni aux réunions du bureau, ni aux Comités Exécutifs Régionaux pendant 03 séances consécutives doivent être remplacés suivant les dispositions statutaires.
- Valide la cooptation des commissaires ci-après à leur poste au bureau régional :
 - Mme TANGYIE Loveline UANG au poste de Secrétaire Régionale Adjointe à l'Éducation et à la Formation Politique.
 - M. NGATAT MONKAM Théophile au poste de Conseiller Juridique Régional N° 3.
- Exige à tous les nouveaux membres cooptés au bureau régional de verser dans les caisses de la trésorerie régionale la somme de 25.000FCFA représentant leur frais de candidature tels que exigé par la commission du N.E.C chargée du renouvellement des structures dans la région du Littoral.

Président du Parti  Secrétaire du Parti

- Instruit à l'équipe de la Coordination du Mungo-Nord de tout mettre en œuvre pour renouveler dans les plus brefs délais les circonscriptions de leur zone de compétence.
- Instruit à l'équipe régionale de réorganiser toutes les structures du département du Mungo
- Recommande au coordinateur départemental du Mungo de renouveler la C.E de Manké et de Dia 2^{ème} dans les plus brefs délais en collaboration avec le bureau régional.
- Requiert et prend acte des résolutions du C.E de Dia 2^{ème} concernant l'exclusion des Commissaires AZEMBA MOMO Auhé et YOUNGBOSSI Roger-Marie suivant l'Article 8.2 de nos statuts et transmette ce document au N.E.C pour compétence.
- Instruit et appelle à l'ordre tous les commissaires de la région du Littoral à plus de discipline et au respect de la note du Secrétaire général.
- Instruit le Bureau Régional d'organiser une tournée dans toutes les Circonscriptions Electorales pour toucher du doigt et de très près les problèmes de chaque structure.
- Ordonne à tous les Présidents de Circonscriptions Electorales et des Cellules de faire des plaques indicatives de leur lieu de tenue des réunions.
- Demandons aux P.C.E de Momo et de Mbanga de nous recoter par écrit les difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain avec ELECAM au sujet des inscriptions sur les listes électorales dans les zones à risque comme Boubou, Pinda moko et autres...
- Demande à tous les responsables du parti de s'investir encore plus dans le processus des inscriptions sur les listes électorales et de tenir un registre d'inscription pour le suivi et la fidélisation des futurs électeurs. La clôture étant fixée au 31/08/2024.

B. SUR LA SCENE NATIONALE

Le Comité Exécutif Régional

- Félicite et encourage le Président National Sa Majesté Hon. JOSHUA OSIH NABANGUI pour la tournée nationale qu'il a entreprise sur l'étendue du territoire national, et prie le seigneur tout puissant de lui donner la force nécessaire pour atteindre ses objectifs.
- Félicite toutes les structures du parti à travers la région du Littoral pour leur participation massive et distinguée au défilé du 20/05/2024 et l'anniversaire du parti le 26/05/2024 et les encourage à aller de l'avant.
- Demandons au Président National de voir comment nous aider à apaiser la peine des déplacés internes afin qu'ils puissent relater leur Actes de Naissance et leur C.N.I.
- Condamne avec la dernière énergie les violations constantes des droits fondamentaux des populations du Nord-ouest, du Sud-ouest et petit à petit de l'Ouest du pays.

Le prochain Comité Exécutif Régional se tiendra dans le WOURO



Part à Mbanga, le 21 JUILLET 2024


Président du Comité Exécutif Régional
Littoral
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

RESOLUTIONS OF LITTORAL REGIONAL EXECUTIVE COMMITTEE MEETING

REPUBLIC OF CAMEROON
SOCIAL DEMOCRATIC FRONT
DEVELOPMENT JUSTICE EQUITY
(POLITICAL PARTY)



REPUBLIQUE DU CAMEROON
FRONT SOCIAL-DEMOCRATIQUE
DEVELOPPEMENT JUSTICE-EQUITE
(PARTI POLITIQUE)

LITTORAL REGIONAL EXECUTIVE
COMMITTEE
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

COMITE EXECUTIF REGIONAL DU
LITTORAL
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

REF: 072/COMEX/LTR/2024

RESOLUTIONS OF LITTORAL REGIONAL EXECUTIVE COMMITTEE MEETING

The Littoral Regional Executive Committee met in Mbanga on Sunday, July 21st 2024 to discuss various issues concerning the party in the region. During this meeting chaired by its president Job Théophile KNAFANG, the following resolutions were adopted.

A- Concerning the party's life in the Littoral

- Considering the statutes and internal regulations of the party
- Considering the reports of various Departmental Coordinators
- Considering the reports of the various meetings of the Regional Office

The Regional Executive Committee:

- Congratulates the Chairlady of Mbanga Electoral District for the warm welcome she gave to all the members of the Littoral Region Executive Committee.
- Congratulates the Regional Bureau for their efforts and the members of the Regional Executive Committee who contributed for the efficient organization of this meeting.
- Adopts that these contributions have to be carried always by the members of the Regional Executive Committee Members to support the hosting structure, if there are elected officials in an area, their participations would go a long way.
- Décides that all members of the Regional Executive Committee who have not contributed remain indebted to the party. As the 2024 budget has not been voted, a budget meeting will be convened in December 2024 to prepare the budget for the year 2025.
- Reaffirms that all members of the Regional Office who do not attend office meeting or Regional Executive Committees for 03 consecutive sittings must be replaced following the party constitution.
- Validates the Co-optation of the following committees to their position at the Regional Office:
 - Mrs. TANGYIE LOVELINE UANG to the post of Deputy Secretary for Education and Political Training.
 - Mr. NGATAT MONKAM Théophile to the position of Regional Legal Advisor N° 3.
- Required all new members co-opted to the regional office to pay into the coffers of the region through the regional treasurer the sum of 25,000FCFA representing their application fees as required by the N.E.C Commission responsible for the restructuring in the Littoral region.
- Instructs and calls to order all regional commissioners on the strict respect of the role from the Secretary general.
- Instructs the regional team to reorganize all the structures in the NEMO division.
- Recommends the District Coordinator of WOURO to renew MANKA and Dia 2 districts as soon as possible in collaboration with the Regional Office.

Président du Parti  Secrétaire du Parti

- Instructs the Mungo-North coordination team to do everything possible to renew as soon as possible the districts of their area competence.
- Instructs the Regional Office to organize a tour in all the Electoral Districts to see into the problems of each structure very closely.
- Reviewed and took note of the resolutions of the Dia 2 electoral District meeting the self-exclusion of commissaires AZEMBA MOMO Auhé and YOUNGBOSSI Roger-Marie following Article 8.2 of our constitution and will transmit this document to N.E.C for competence.
- Orders all the presidents of Electoral Districts and Cells to make signposts indicating their place of holding meetings.
- Requests the Presidents of Momo and Mbanga Electoral Districts to report to us in writing the difficulties they encounter on the field with ELECAM regarding registration on the list in risky areas such as Boubou, Pinda moko and others...
- Ask all party officials to put in more efforts in the process of registration on the electoral list and to keep a registration register for the follow-up and retention of future voters. The closing date is 31/08/2024.

B. ON THE NATIONAL SCENE

The Regional Executive Committee

- Congratulates and encourages the National President His Majesty Hon. JOSHUA OSIH NABANGUI for the national tour he undertook throughout the national territory, and prays to the almighty God to give him the necessary strength to achieve his objectives.
- Congratulates all party structures across the Littoral Region for their massive and distinguished mass party participation on the 20th May 2024 and the party anniversary on 26th May 2024 and encourages them to move forward.
- Ask the National President to see how we can help ease the pain of Internal Displaced Persons so that they can redo their Birth Certificates and their National Identity Cards.
- Condemns with the utmost energy the constant violations of the basic rights of the populations of North-West and South-West and gravely the West region.

The next Regional Executive Committee will be held in WOURO



Done in Mbanga, on July 21st, 2024


Président du Comité Exécutif Régional
Littoral
P.O. BOX 488 BANGUA CAMEROON

www.sdf.cm

COMITÉ DE RÉDACTION / EDITORIAL COMMITTEE

SUPERVISEUR ÉDITORIAL / EDITORIAL SUPERVISOR : HON. JOSHUA OSIH

RÉDACTEUR EN CHEF / EDITOR-IN-CHIEF : PR TAKOUNGANG JEAN

DISPONIBLE SUR / AVAILABLE ON SDF.CM

CONTACT : +237 672 77 54 93

THEVANGUARDSDF@GMAIL.COM

